

**ARRETE DU MAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION**

**N°ST 2024\_019**

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée,  
**VU** le code général des collectivités territoriales,  
**VU** le code de la route,  
**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée,

**CONSIDERANT** la vitesse élevée de certains conducteurs et le passage de véhicules poids lourds malgré la réglementation et la signalisation en place nécessite une réglementation de la circulation à savoir l'installation de chicanes expérimentales :

**ARRETE**

**Article 1-** Sont mises en place des structures routières de type chicane, rue de la Sône, au niveau du n°980 dans le but de réduire la vitesse et interdire le passage des véhicules poids lourds.

**Article 2 -** La signalisation sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, par les services de la commune. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée.

**Article 3 –** Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place des chicanes et de la signalisation.

**Article 4 -** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Madame la Directrice générale des Services du Département, Monsieur le Chef de service Aménagement du territoire Sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, le bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

**Article 5 -** Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,  
Le 15 janvier 2024,

**Le Maire,  
Raphaël MOCELLIN,**

Pour le Maire et par délégation,

**La Responsable des Espaces Publics,  
Gwenaëlle LAMY**

